



**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 003./OLUCOME/05/2016 PORTANT SUR LES
CONSEQUENCES DE LA CRISE BURUNDAISE : CAS DES PRODUITS PETROLIERS**

1. Dans ses activités quotidiennes, l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) opère dans tous les secteurs de la vie nationale dont le secteur pétrolier. A cet effet, l'Observatoire mène souvent des plaidoyers en faveur des contribuables qui s'approvisionnent dans ce secteur.
2. Avant l'année 2014, le prix du baril sur le marché international avait augmenté jusqu'à 100 dollars américains. En 2015, la consommation totale en carburant au Burundi oscillait entre 11 et 12 millions de litres par mois.
De l'année 2015 à ce jour, le prix du baril a chuté à plus de 58% et oscille entre 40 et 42 dollars américains. Selon les informations que détient l'OLUCOME, la consommation actuelle en carburant au Burundi varie entre 6 et 7 millions de litres par mois à cause de la crise politico-sécuritaire qui secoue le pays. Ce qui handicape l'économie du pays.
3. Le Gouvernement en place enregistre jusqu'à ce jour un montant total des impayés en faveur des importateurs pétroliers de 10 millions de dollars américains. D'après les informations reçues de la Banque de la République du Burundi (BRB), cette dernière a mis sur le marché la semaine dernière un montant de 3 millions de dollars américains à donner aux importateurs burundais de tous les secteurs pour leur approvisionnement. Ce qui expliquerait la disponibilité du carburant dans quelques stations à partir de ce lundi.
4. Cette gestion de devises se dessine ainsi suite à la réduction de ces dernières qui proviennent actuellement des sources presque fermées suite à la conjoncture politico-sécuritaire du moment. Les sources de ces devises sont notamment les exportations, les fonds d'AMISOM et des organisations internationales, ainsi que les appuis budgétaires et les appuis projets qui ont chutés sensiblement.
5. Les principales sociétés importatrices du carburant au Burundi sont au nombre de trois notamment Kobil, Interpétrol et Engen. L'OLUCOME a été indigné de constater que certaines stations ne vendaient pas du carburant ces derniers jours sous un faux prétexte que ce produit est en carence. L'Observatoire saisit cette opportunité pour informer les acheteurs du carburant et les contribuables que ni le Gouvernement en place, ni les importateurs du carburant ne peuvent en aucun cas prononcer une mesure de l'augmentation du prix à la pompe du carburant (pétrole, mazout et essence) alors que le prix du baril de ce produit a diminué de plus de 58% sur le marché international.

6

6. Le 26 mars 2015, les organisations membres de la Campagne contre la vie chère au Burundi représentées par l'OLUCOME avaient sorti un communiqué conjoint avec le Gouvernement représenté par le Ministère des finances dans lequel, sur le point d'ajustement du prix du carburant à la pompe jusqu'à 1700 FBU, il avait été recommandé que la commission permanente chargée des produits pétroliers soit redynamisée pour la rendre inclusive, efficace et transparente, afin de trouver un consensus sur le prix du carburant. Suite à la crise qui sévit le Burundi depuis avril 2015, cette activité n'a pas eu lieu. Ceci étant ainsi, le Gouvernement en place continue à percevoir les taxes sur un litre d'essence qui s'achète à 1880 Fbu une somme d'environ 700fbu soit 37.2% de taxes. L'OLUCOME rappelle que la pénurie ou la hausse du prix à la pompe du carburant engendre automatiquement l'augmentation du prix de tous les produits qu'on utilise au Burundi. Ce qui est le cas dans ces derniers jours où le prix de transport en commun et des denrées alimentaires a augmenté suite à la hausse du prix du carburant sur le marché noir occasionnée par la pénurie du carburant.

7. De tout ce qui précède, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Au Gouvernement en place :

- De réduire le prix de l'essence jusqu'à 1600 Fbu d'autant plus que le prix du baril varie entre 40 et 42 dollars américains sur le marché international soit une réduction de plus de 58 %. Ce qui implique que le Gouvernement en place doit fournir un effort de réduire ces taxes de 700Fbu perçues sur chaque litre d'essence pour permettre la réduction du prix des denrées alimentaires car la vie de la population burundaise devient de plus en plus chère;
- De redynamiser la commission permanente chargée des produits pétroliers pour la rendre inclusive, efficace et transparente, afin de trouver un consensus sur le prix du carburant tel qu'il a été recommandé par les Organisations membres de la Campagne contre la vie chère et le Gouvernement représenté par le Ministère des Finances ;
- D'être humble et accepter de s'asseoir avec ses vrais protagonistes en vue de désamorcer cette crise politico-sécuritaire entre les frères et sœurs d'une même patrie car elle a déjà provoqué des effets néfastes sur le pauvre citoyen qui reçoit difficilement un minime revenu incapable de satisfaire ses besoins fondamentaux.

Aux importateurs du carburant :

- D'abandonner ce comportement de créer une pénurie artificielle du carburant pour ne pas accentuer la gravité de la cherté de la vie au Burundi.

Fait à Bujumbura, le 10/05/2016

